

Jean-François Fayet vient de passer un an dans les archives de l'ex-Union soviétique pour collecter des documents sur les relations du régime avec la Suisse durant l'entre-deux-guerres. Récit

DR



Voyage dans la mémoire

C'est la mémoire de l'Union soviétique. Immense archipel de béton, les Archives d'Etat de Moscou emplissent une dizaine de tours, hautes d'autant d'étages. Une petite cité se déployant dans un dédale de couloirs, de salles et de bureaux et qui a curieusement été préservée des changements qui bouleversent le reste du pays depuis l'effondrement du régime communiste. Cet univers très particulier, Jean-François Fayet le connaît bien pour l'avoir fréquenté quotidiennement durant près de deux ans. Maître assistant au sein du Département d'histoire, il revient en effet d'un deuxième séjour de douze mois à Moscou financé par un subside du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Une expérience vécue en famille, qui lui aura permis de rassembler suffisamment de matériel pour remplir son agenda durant les cinq prochaines années. Récit.

«Pour un chercheur suisse en partance pour Moscou, la principale difficulté est de devoir se débrouiller seul, explique l'historien. Le FNS offre un important soutien financier, mais aucune structure n'est prévue pour vous aider à organiser le quotidien, régler les problèmes administratifs, à la différence des Français qui disposent de structures d'accueil et d'un cadre d'échanges scientifiques.» Un inconvénient d'autant plus pesant que l'expédition s'est faite en famille et que celle-ci ne s'est pas toujours montrée aussi enthousiasmée par l'aventure que le chercheur.

Mobilier d'époque

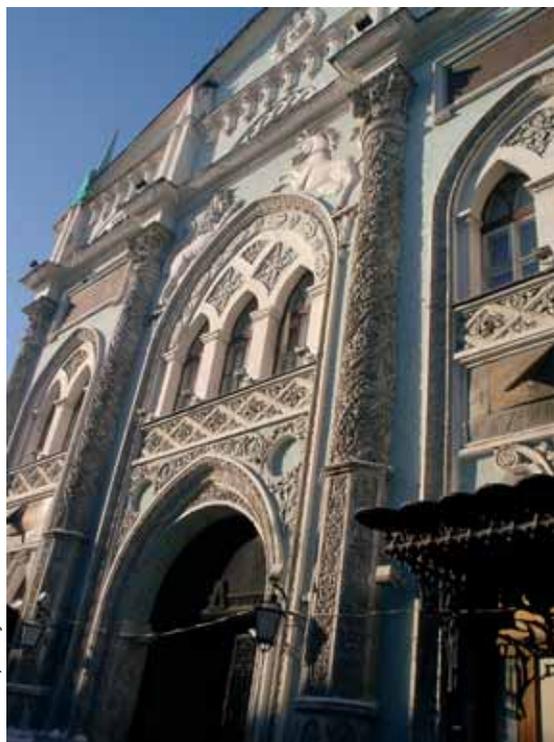
Il a donc d'abord fallu trouver un logement susceptible d'accueillir un couple et deux petites filles âgées respectivement de 6 mois et de 4 ans. Coup de

chance: une semaine avant de larguer les amarres, Jean-François Fayet croise l'annonce d'une professeure d'université russe qui, pour cause de séjour en Chine, cherche à louer son appartement

L'aînée a pour sa part rejoint un jardin d'enfants russe. Après trois mois, c'est elle qui corrigeait mes fautes d'accent. Plus sérieusement, les Moscovites nous ont semblé plutôt surpris de voir des étrangers faire

le choix de partager leur quotidien, ce qui nous a généralement valu un bon accueil. Et ce, même si le pouvoir et les médias entretiennent une psychose du terrorisme et une xénophobie de plus en plus marquée.»

Les questions d'intendance réglées, reste à conquérir ce saint des saints que représentent les Archives d'Etat. Et pour ce faire, mieux vaut se montrer patient. Dans cet univers où ni le décor ni les comportements ne semblent avoir changé depuis la perestroïka, la moindre autorisation implique ainsi quantité de questionnaires et de courriers à en-tête. «Il ne faut jamais s'énerver, mais jouer les humbles, ne pas hésiter à remplir dix fois le même document si nécessaire et disposer d'une bonne réserve de



Institut des archives historiques, rue Nikolskaia.

pour une durée d'une année. Situé au centre de la capitale et à 45 minutes des Archives d'Etat, le logement fait partie d'un immeuble qui appartenait autrefois à la Société soviétique des écrivains. D'époque, le mobilier et la décoration semblent ne pas avoir changé depuis Brejnev.

«Grâce à d'anciens Suisses de Moscou, nous avons rapidement pu trouver une nounou pour notre cadette, commente l'historien.

papier à en-tête, complète Jean-François Fayet. Il existe une hiérarchie entre les divers laissez-passer, le fameux "propusk". Pour obtenir le bon et ne pas être ensuite limité dans ses recherches, il est fortement recommandé de définir son sujet de façon plutôt large, voire même ambiguë.»

Une fois dans les murs de l'institution, c'est le savoir-faire qui fait toute la différence. Souvent en place depuis trente ou quarante ans – les Archives d'Etat

re de l'URSS

souffrant d'un cruel problème de recrutement étant donné la faiblesse des salaires proposés – les gardiens du temple, qui sont au demeurant d'excellents archivistes, ont développé des liens quasi affectifs avec les documents dont ils ont la responsabilité. Une relation très intime avec laquelle le chercheur est obligé de composer. «Il m'a fallu près de deux mois pour obtenir certaines lettres écrites par les dirigeants des années 20 et depuis longtemps déclassées», raconte-t-il. Pour l'employée en charge de ce fonds, me faire voir ces documents, c'était un peu la même chose que partager ses lettres d'amour de jeunesse avec un inconnu.»

Une relation informelle

A défaut d'être toujours facile, la pêche est pourtant fructueuse. Il faut dire que, dans ce registre du moins, les eaux russes sont particulièrement riches. Appuyé sur un énorme appareil bureaucratique, l'Etat soviétique a en effet cultivé tout au long de son existence une passion peu commune pour le document écrit. Autant pour assurer le contrôle social de la population que pour légitimer le pouvoir en place, tout ou presque a été conservé, classé et répertorié. Ce qui représente une masse d'informations d'autant plus grande que les fonctionnaires du régime s'efforçaient de lire l'intégralité des publications n'émanant pas officiellement du Parti communiste, mais touchant de près ou de loin le monde ouvrier. Et ce dans le monde entier, fait probablement unique dans l'histoire de la planète.

«Mon principal centre d'intérêt concernait les documents relatifs à l'influence soviétique en Suisse durant l'entre-deux-guerres», explique Jean-François Fayet. A cette époque, comme la Confédération se refusait

à reconnaître l'Union soviétique, il n'y avait aucune relation officielle entre les deux pays. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de contacts, mais que la Suisse officielle n'en n'a gardé aucune trace. C'est l'histoire de cette relation informelle que je me suis efforcé de reconstituer à partir des archives soviétiques. Et de ce point de vue, le fait d'être resté relativement longtemps sur



«Me faire voir ces documents, c'était un peu comme partager des lettres d'amour de jeunesse avec un inconnu»

place a constitué un atout indéniable. J'ai eu le temps de fouiller dans le bas des pages, de m'intéresser à des problématiques qui n'avaient a priori pas forcément de rapport direct avec mon sujet et de composer avec les tracasseries administratives ou les "réunions spontanées" du personnel. Etre sur le terrain, pouvoir toucher ces documents, sentir cette atmosphère si particulière s'est par ailleurs avéré une aventure fantastique, un bonheur comparable à celui qu'on éprouve enfant lorsqu'on fouille dans un grenier.»

Des archives consultées par le chercheur, dont le dépouillement et l'analyse devraient suffire à l'occuper durant les cinq prochaines années, il ressort clairement que, pour les Russes, l'objectif n'est pas tant de recruter de nouveaux communistes en Suisse que d'y établir des réseaux de relations susceptibles d'accréditer l'idée que le régime est fréquentable. Afin d'être en mesure de défendre les intérêts de ses ressortissants à l'étranger et de récupérer l'ensemble des avoirs nationalisés durant la

Révolution, Moscou court en effet après une plus large reconnaissance internationale. Mais la Suisse est rétive. Fédéraliste, polyglotte et disposant d'un réseau médiatique tentaculaire, chaque village ou presque ayant son journal, elle est surtout foncièrement anticommuniste. Et les rares individus qui osent braver le consensus sont rapidement ramenés dans le droit chemin par la pression de leurs concitoyens. Boycott, licenciement, refus de prêt bancaire: tous les moyens paraissent appropriés lorsqu'il s'agit de fermer la porte aux soviets. «Durant tout l'entre-deux-guerres, la pression sociale est telle à l'intérieur de la Confédération qu'il n'y a aucune alternative à la pensée dominante, complète Jean-François Fayet. Si bien qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, lorsque commence la Guerre froide, les Suisses sont prêts depuis presque trente ans à faire face.» ■

Vincent Monnet